

CONSEIL DE LA JUSTICE
ADMINISTRATIVE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Renseignements particuliers
Opposition officielle

Document préparé par le Conseil de la justice administrative

Question 01	Sommes dépensées en 2022-2023 (et prévisions pour 2023-2024) par le ministère et chacun de ses organismes pour l’informatique et les technologies de l’information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s’il s’agit d’achat de logiciels ou de licences, de matériel, d’entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
-------------	--

Les dépenses relatives à l’informatique et aux technologies de l’information sont prises en charge par le ministère de la Justice.

Question 02	Pour chacun des organismes, agences ou autres instances relevant du ministère pour l'année 2022-2023, indiquer :
	a) la liste des employés ou des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;
	b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat ; inclure leur rémunération ;
	c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat ; inclure leur rémunération et leur CV ;
	d) la liste des personnes ayant démissionné de leur poste ;
	e) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil n'a pas de conseil d'administration. Cependant, en vertu de la *Loi sur la justice administrative* (article 168), les membres sont nommés par le gouvernement. Le président est chargé de la direction et de l'administration des affaires du conseil (article 171.1).

Membres du conseil :

- M. René Côté, président du conseil, nommé pour un premier mandat le 30 juin 2020, désigné président le jour même;
- M^e Sylvain Bourassa, membre d'office depuis le 22 juin 2020;
- M^e Julie Charbonneau, membre nommée pour un premier mandat le 4 septembre 2019;
- M^e Marie Charest, membre nommé depuis le 8 septembre 2016 et renouvelée pour un second mandat le 18 novembre 2020;
- M^e Marie-Josée Corriveau, membre d'office depuis le 1er février 2018;
- M^e Jacques David, membre nommé pour un premier mandat le 16 février 2022;
- M^e Chantal Denommée, membre nommée pour un premier mandat le 16février 2022;
- M^{me} Manon Dufresne, membre nommée pour un premier mandat le 18 novembre 2020;
- M^{me} Lucie Lafontaine, membre nommée pour un premier mandat le 18 novembre 2020;
- M^e Mélanie Marois, membre nommée pour un premier mandat le 18 novembre 2020;
- M^e Nicole Martineau, membre d'office, depuis le 14 octobre 2020;
- M^e Lucie Nadeau, membre d'office depuis le 8 avril 2019;
- M^e Gilles Ouimet, membre nommé pour un premier mandat le 18 novembre 2020;
- M^{me} Isabelle Plante, membre nommée pour un premier mandat le 18 novembre 2020;
- M. Stéphane Paquin, membre nommé pour un premier mandat le 25 mai 2022;
- M^{me} Adriane Porcin, membre nommée pour un premier mandat le 18 novembre 2020;
- M^e Patrick Simard, membre d'office depuis le 27 septembre 2017.

B. La liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération

Aucune.

C. La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
M. Stéphane Paquin	Membre	25 mai 2022	25 mai 2025	N/A

D. Leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation

Prénom et nom	Titre	Frais de voyage	Frais de repas	Frais de représentation
M. René Côté	Président	1 410,32 \$	201,63 \$	0 \$
M ^{me} Manon Dufresne	Membre	561,79 \$	0 \$	0 \$
M ^{me} Lucie Lafontaine	Membre	490,89 \$	63,00 \$	0 \$
M. Stéphane Paquin	Membre	328,25 \$	63,00 \$	0 \$
M ^{me} Isabelle Plante	Membre	699,44 \$	78,20 \$	0 \$
M ^{me} Adriane Porcin	Membre	67,65 \$	0 \$	0 \$

Question 06	Copie du plan directeur informatique triennal ; indiquer les réalisations en 2022-2023. Indiquer également les sommes avancées au ministère de la Justice par le Fonds de suppléance du Conseil du trésor pour le développement des services de certification, et ce, pour assurer la sécurité des échanges électroniques impliquant le gouvernement, ses ministères et ses organismes.
-------------	---

Les données se retrouvent, le cas échéant, au plan directeur du Ministère de la Justice.

Question 07	Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2022-2023.
-------------	---

Aucun.

Question 09	<p>Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires en 2022-2023. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser :</p> <p>a) le mandat ; b) les membres ; c) le budget ; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ; e) le nombre de rencontres effectuées en 2022-2023 ; f) les résultats obtenus en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.</p>
-------------	---

Aucun.

Question 11	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteur au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2022-2023 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.
-------------	--

Aucun.

Question 12	Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère ou le cabinet et par chaque organisme qui en relève en 2022-2023, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.
-------------	--

Aucun.

<div>Question 13</div>	<div>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2022-2023 :</div> <div><div>a) la liste de tous les concours et tirages réalisés ;</div><div>b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ;</div><div>c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours ;</div><div>d) la liste des concours qui ont pris fin.</div></div>
------------------------	---

Aucun.

<div>Question 14</div>	<div>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2022-2023 :</div> <div><div>a) le nom de toutes les campagnes ;</div><div>b) les coûts de ces campagnes ;</div><div>c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;</div><div>d) les dates de diffusion de la campagne ;</div><div>e) les objectifs visés par chaque campagne.</div></div>
------------------------	---

Aucune.

<div>Question 15</div>	<div>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2022-2023 :</div> <div><div>a)</div><div>le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques ;</div></div> <div><div>b)</div><div>le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques ;</div></div> <div><div>c)</div><div>le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme ;</div></div> <div><div>d)</div><div>le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2022-2023 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées ;</div></div> <div><div>e)</div><div>le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2022-2023 au sein du cabinet de la ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.</div></div>
------------------------	---

Aucun.

Question 20	Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités, auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2022-2023. Indiquer :
	a) le lieu ;
	b) le coût ;
	c) la ou les dates de participation ;
	d) le nombre de participants ;
	e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;
f) le nom de la formation ou de l'activité.	

LIEU	COÛT TOTAL	DATE	NOMBRE	ORGANISME	TITRE DE L'ACTIVITÉ
	\$				

<div>Question 21</div>	<div>Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence :</div> <div><div>a)</div><div>le nombre de rencontres, de repas ou de réunions et les frais afférents ;</div></div> <div><div>b)</div><div>la liste des personnes à rencontrer, en précisant le but de la rencontre ;</div></div> <div><div>c)</div><div>les frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation ;</div></div> <div><div>d)</div><div>la liste des participations à des colloques ou à des congrès, et la liste des participants, incluant les coûts afférents.</div></div>
------------------------	---

Aucune.

<div>Question 22</div>	<div>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2022-2023 :</div> <div>a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ;</div> <div>b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ;</div> <div>c) le montant qui leur a été accordé.</div>
------------------------	--

Aucun.

Question 44	Nombre, nature et résultat des plaintes déposées devant le Conseil de la justice administrative depuis sa création.
-------------	---

Plaintes ouvertes : 200

- Plaintes Tribunal administratif du Québec : 29
- Plaintes Tribunal administratif du travail : 47
- Plaintes tribunal administratif du logement : 120
- Plaintes Bureau des présidents des conseils de discipline :4
- Plainte Tribunal administratif des marchés financiers : 0

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

Renseignements particuliers – Opposition officielle Étude des crédits 2023-2024

Question 67

Liste des mandats accordés en 2022-2023 à des avocats de la pratique privée, à des professeurs de droit ou à des juges par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement.
Préciser :
a) le nom et l’adresse du professionnel ;
b) la description du mandat ; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l’objet d’une prolongation ;
c) le coût horaire et le coût total du mandat réalisé jusqu’à maintenant ; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l’objet d’une dérogation quant au taux horaire applicable ;
d) les prévisions des coûts pour 2022-2023 et pour l’ensemble du mandat confié ;
e) le nom de l’étude, du cabinet ou de la société du professionnel, le cas échéant ;
f) une comparaison du coût total de ces mandats avec les cinq années financières précédentes, pour chaque ministère et organisme.

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
STEIN MONAST S.E.N.C.R.L.	300 \$	JUIN 2022	REPRÉSENTATION DU CONSEIL DEVANT LES INSTANCES JUDICIAIRES	26 177 \$
TOTAL DES HONORAIRES				26 177 \$

Pour les contrats de plus de 25 000\$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique. *
* En référence à la directive 4-80 « concernant certains engagements de 25 000 \$ et plus et les règles relatives aux paiements faits sur le fonds consolidé du revenu

Question 67	Suite
-------------	-------

À compléter

Question 68	Liste, détail et coûts des mandats donnés par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement à des avocats, notaires et légistes de la pratique privée ou à la retraite dans le cadre d’avis, consultation, assistance ou rédaction concernant la législation, pour les années 2022-2023.
-------------	---

Aucun.

